

décembre 2009



La militarisation
de la politique
étrangère du
Canada :
qui dicte
l'agenda?

Montage photo : Chantal Locat



LE COLLECTIF
ÉCHEC à la GUERRE

Depuis quelques années, la majorité de la population canadienne et la grande majorité de la population québécoise rejettent l'intervention guerrière du Canada en Afghanistan et s'interrogent sur ce qu'elles perçoivent comme un changement récent du rôle de l'armée canadienne dans le monde. Mais la dynamique qui a conduit à la situation actuelle est à l'œuvre depuis vingt ans et sa mise en place, déjà très avancée, s'est faite sans véritable débat public. Qu'en est-il au juste ?

Évolution de la politique étrangère du Canada : de la Guerre froide à 2005

1949 à 1989 : solide alliance avec les États-Unis et « maintien de la paix »

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, la politique internationale est d'abord marquée par la rivalité entre les deux superpuissances que constituent les États-Unis et l'Union Soviétique. C'est la Guerre froide. Du côté occidental, le « spectre du communisme » est un élément dominant du discours idéologique. Dans cette rivalité, le Canada mène une politique de partenariat étroit avec les États-Unis, tant au sein de l'*Organisation du Traité de l'Atlantique Nord* (OTAN) créée en 1949, qu'au sein de NORAD (le Commandement intégré de la défense aérienne nord-américaine, créé en 1958). Il assure, notamment, une présence militaire à long terme en Allemagne et participe, aux côtés des États-Unis, à la Guerre de Corée (1950-1953). Et il poursuit une coopération militaro-industrielle étroite avec les États-Unis : recherche et développement, production et vente d'armes, etc.

Une autre caractéristique importante de l'après-guerre est l'aboutissement des luttes de libération nationale qui mènent à la création de nombreux pays et à l'affirmation d'une « troisième voie » dans le cadre du mouvement des pays dits « non-alignés ». Dans ce contexte, le Canada joue parfois un rôle de médiation et adopte certaines positions

politiques différentes de celles des États-Unis. À titre d'exemple, mentionnons la proposition de créer une force de « maintien de la paix » des Nations Unies, communément appelée les *Casques bleus*, le refus du déploiement d'armes nucléaires étasuniennes en sol canadien, le maintien de liens économiques avec Cuba, l'accueil des déserteurs étasuniens fuyant la conscription pendant la guerre du Viêt-Nam... tout en vendant beaucoup d'armes aux États-Unis pour cette guerre.

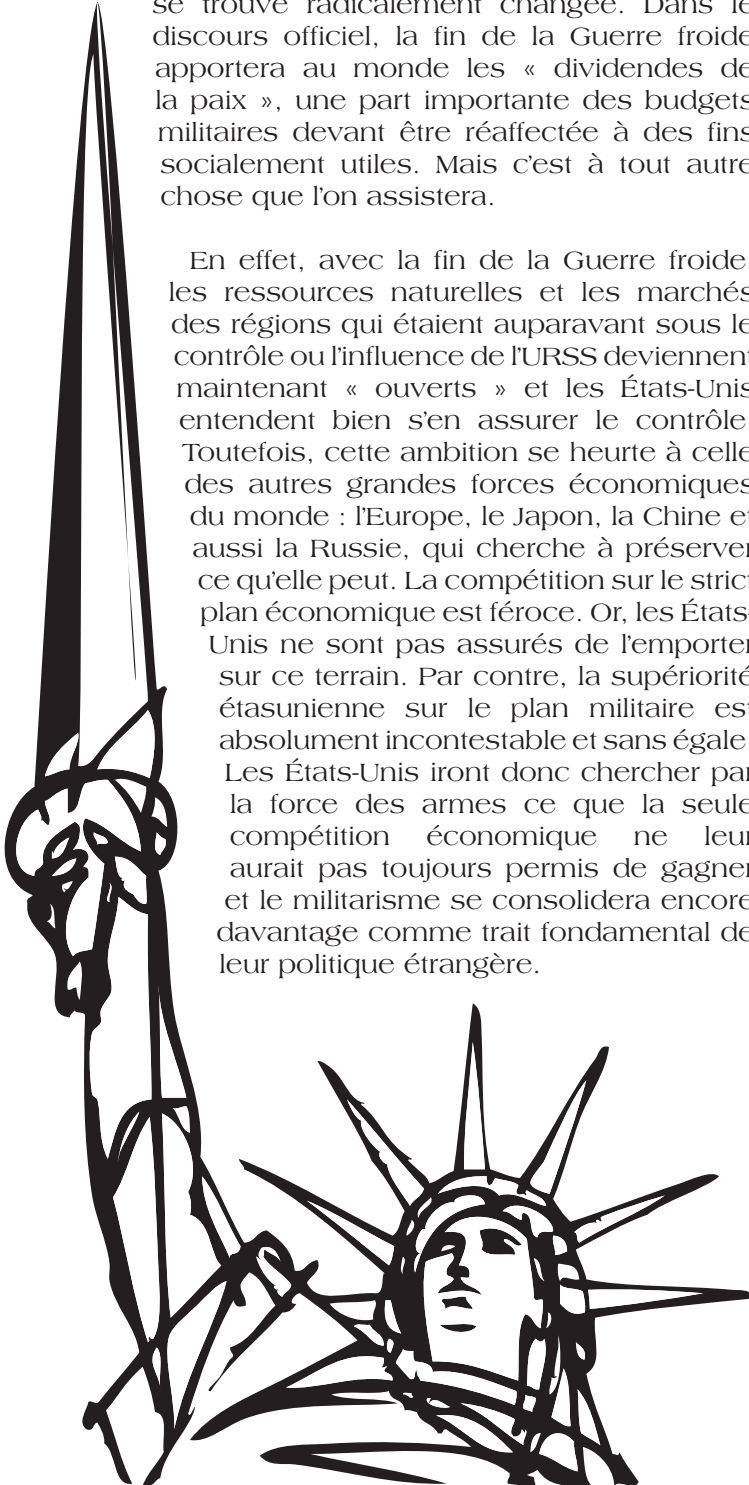
Cette seconde composante, plus indépendante, de sa politique étrangère, vaudra au Canada d'être largement perçu comme un pays pacifique, tant par sa propre population qu'à l'étranger. Mais, dans les faits, depuis 1989, cette composante plus indépendante sera progressivement délaissée au profit d'un alignement de plus en plus grand avec les États-Unis. Sans débat public et sans que la population ne s'en rende vraiment compte, jusqu'en 2005, année où le réveil fut brutal pour plusieurs : le gouvernement annonce alors le déploiement des troupes canadiennes à Kandahar et le nouveau chef d'État-major de la Défense, Rick Hillier, se réjouit tout haut de ce que l'armée puisse enfin jouer son vrai rôle « d'être prête à tuer des gens » et de « poursuivre ces ordures terroristes ».

Comment en sommes-nous arrivés là ?

Depuis 1989 : l'empire étasunien à la conquête du monde

À la suite de la désintégration de l'URSS et du Pacte de Varsovie, la situation internationale se trouve radicalement changée. Dans le discours officiel, la fin de la Guerre froide apportera au monde les « dividendes de la paix », une part importante des budgets militaires devant être réaffectée à des fins socialement utiles. Mais c'est à tout autre chose que l'on assistera.

En effet, avec la fin de la Guerre froide, les ressources naturelles et les marchés des régions qui étaient auparavant sous le contrôle ou l'influence de l'URSS deviennent maintenant « ouverts » et les États-Unis entendent bien s'en assurer le contrôle. Toutefois, cette ambition se heurte à celle des autres grandes forces économiques du monde : l'Europe, le Japon, la Chine et aussi la Russie, qui cherche à préserver ce qu'elle peut. La compétition sur le strict plan économique est féroce. Or, les États-Unis ne sont pas assurés de l'emporter sur ce terrain. Par contre, la supériorité étasunienne sur le plan militaire est absolument incontestable et sans égale. Les États-Unis iront donc chercher par la force des armes ce que la seule compétition économique ne leur aurait pas toujours permis de gagner et le militarisme se consolidera encore davantage comme trait fondamental de leur politique étrangère.



Le coup d'envoi de cette nouvelle période est donné en 1991 : ayant proclamé l'avènement d'un « nouvel ordre mondial », George Bush père lance sa guerre contre l'Irak qui avait envahi le Koweït. Bill Clinton, son successeur, laissera tomber le discours, mais il en poursuivra la logique : sanctions et bombardements contre l'Irak, bombardements contre l'ex-Yougoslavie, le Soudan et l'Afghanistan.

Pendant ce temps, les idéologues néo-conservateurs du *Project for a New American Century* – auxquels sont associés Donald Rumsfeld et Dick Cheney – pensent que les États-Unis doivent accroître de façon spectaculaire leurs dépenses militaires pour rendre leur avance insurmontable sur ce plan et pour être en mesure de mener la guerre sur plusieurs fronts majeurs en même temps. Mais ils perçoivent bien qu'à défaut d'un nouveau Pearl Harbour, la population étasunienne n'acceptera jamais un tel détournement de ressources vers le secteur militaire. Surviennent alors les attentats du 11 septembre qui en fourniront le prétexte pour mener *la guerre sans fin contre l'Axe du Mal*. S'ensuivent les guerres d'occupation en Afghanistan et en Irak, qui se poursuivent toujours sous la nouvelle présidence de Barack Obama.

1989 à 2003 : une politique étrangère canadienne plus agressive

Les politiques de défense du gouvernement Mulroney et surtout celles du gouvernement Chrétien en 1994 marquent le virage militariste de la politique étrangère canadienne. Ainsi, le *Livre blanc sur la défense* du gouvernement Chrétien invite à repenser les rapports du Canada avec les États-Unis « en fonction des priorités du nouveau contexte » et à redéfinir la perspective canadienne sur les opérations de maintien de la paix :

« la nature des activités multilatérales de maintien de la paix et de la stabilité a radicalement changé. (...) Pour que les forces canadiennes puissent jouer un rôle (..) il faut donc qu'elles disposent des moyens d'une véritable force de combat. »

Le Livre blanc prend également ses distances de l'ONU en accordant plutôt sa faveur à l'OTAN, qui « dispose de la puissance militaire et de l'énergie qui font défaut à l'ONU » qui n'a pas réussi « à assumer efficacement le rôle élargi qui est le sien depuis la fin de la Guerre froide ».

Pendant cette période, on voit le rôle de l'armée canadienne à l'étranger devenir de plus en plus offensif :

- participation en 1991 à la « Guerre du Golfe » qui inclut une participation quasi-secrète de l'aviation canadienne aux deux dernières semaines de bombardements;
- participation de la marine canadienne au blocus maritime de l'Irak, de 1990 à 2003;
- participation à l'intervention en Somalie en 1992-1993, où des soldats canadiens ont même torturé à mort un jeune Somalien;
- participation de l'aviation canadienne aux 78 jours de bombardements de l'OTAN contre la Yougoslavie en 1999.

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, George W. Bush déclare « vous êtes avec nous ou vous êtes avec les terroristes ». Son ambassadeur au Canada, Paul Cellucci, révélera plus tard qu'il n'avait reçu qu'une seule directive lors de son entrée en fonction en 2001 : faire en sorte que les dépenses militaires canadiennes augmentent de façon très importante. Il répète alors à qui veut l'entendre que, pour les États-Unis, « la sécurité est plus importante que le commerce ». Le message est clair : si le Canada n'adopte pas le même agenda « sécuritaire » que les États-Unis, les relations commerciales entre les deux pays pourraient en souffrir.

En octobre 2001, le gouvernement Chrétien annonce la participation du Canada à l'invasion de l'Afghanistan . Puis en décembre, il fait adopter à toute vapeur la « Loi anti-terroriste » C-36, calquée sur le *Patriot Act* que Georges W. Bush a fait adopter aux États-Unis, et qui introduit tout un arsenal de mesures portant gravement atteinte aux libertés civiles.

2003 à 2005 : deux victoires partielles des mouvements populaires

En 2003 et 2004, les questions de politique internationale et militaire occupent une place très importante dans les préoccupations citoyennes au Canada :

- une mobilisation sans précédent conduit, le 18 février 2003, à l'annonce du Premier Ministre Jean Chrétien que le Canada ne participera pas à la guerre en Irak, sans l'aval du Conseil de sécurité des Nations Unies;
- le début d'une seconde mobilisation citoyenne et un mouvement d'opposition au sein même du Parti libéral amènent le Premier Ministre Paul Martin à annoncer, le 24 février 2005, que le Canada ne participera pas au projet de bouclier antimissile (BAM) des États-Unis.

Les gouvernements Chrétien et Martin sont bien conscients que ces décisions ne plairont pas aux États-Unis et ils tentent de « compenser » en intensifiant la participation militaire canadienne en Afghanistan :

- dans le premier cas, Ottawa annonce que le Canada prendra le commandement de la *Force internationale d'assistance à la sécurité* (FIAS) en Afghanistan avec l'envoi de 2 000 militaires à Kaboul. Ce qui permet de libérer des effectifs étasuniens pour l'invasion de l'Irak;
- dans le second cas, le gouvernement annonce quelques mois plus tard que l'intervention militaire canadienne en Afghanistan sera déplacée de Kaboul à Kandahar, région frontale de combat avec les Talibans.



2005 : le Canada passe officiellement aux « missions de combat »



Un panneau publicitaire visible à la station Pentagone du métro de Washington en 2006 montrait des soldats canadiens en Afghanistan.

« Des bottes sur le terrain
Les relations États-Unis-Canada:
la sécurité est notre affaire. »

C'est en 2005 que les dirigeants politiques, répondant aux vœux moult fois exprimés dans les milieux économiques et militaires du Canada (voir plus loin), formulent leur vision d'une intégration plus étroite avec l'empire étasunien au plan de la politique étrangère et militaire :

- annonce, par le gouvernement libéral de Paul Martin, de la plus importante augmentation des dépenses militaires au Canada depuis la Deuxième Guerre mondiale – soit une augmentation de 12,8 milliards de dollars sur 5 ans. L'objectif visé est de recruter 5 000 membres additionnels pour la force régulière de l'armée canadienne et 3 000 membres additionnels pour la force de réserve.

- Signature, en mars, du *Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité* (PSP) avec les États-Unis et le Mexique, dont l'objectif général est d'accélérer l'intégration économique continentale en liant le processus aux exigences de « sécurité » des États-Unis.

- Officialisation, en avril, de la nouvelle politique étrangère canadienne dans l'*Énoncé de politique internationale* (EPI). Cette politique, dite des « 3D » –

diplomatie, défense et développement – subordonne en fait la diplomatie et l'aide au développement aux interventions militaires du Canada à l'étranger. En septembre, Bill Graham, alors ministre de la Défense, prononce une conférence à Montréal où il affirme que le nouveau rôle des Forces canadiennes à Kandahar est une illustration concrète de la politique des « 3D » et qu'il faut s'attendre à des pertes de vie. Au plan international, l'EPI confirme l'orientation amorcée en 1994 en faveur de l'OTAN, qui est dorénavant considérée comme une « organisation internationale » sur le même pied que l'ONU ! Ce faisant, le Canada se positionne en faveur des interventions militaires unilatérales que les États-Unis voudront mener à travers l'OTAN.

- Annonce de deux contrats militaires majeurs :

- 849 millions de dollars à Bell Helicopter, de Mirabel, pour l'assemblage de base de 368 hélicoptères destinés à l'armée étasunienne;

- 750 millions de dollars pour la fabrication d'une nouvelle génération de véhicules blindés légers, dont la première phase, d'une valeur de 100 millions, sera réalisée par Oerlikon-Contraves de Saint-Jean-sur-Richelieu.

2006 à 2009 : vers une intégration plus profonde avec les États-Unis

Depuis leur arrivée au pouvoir en janvier 2006, les gouvernements conservateurs minoritaires poursuivent et accentuent la politique militariste amorcée sous les Libéraux.

Dans un rapport du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international de 2006-2007, on insiste pour qu'une plus grande collaboration avec les États-Unis soit la « priorité stratégique numéro un » et que le Canada fasse « des changements importants à sa politique étrangère et militaire pour conserver ses relations commerciales avec les États-Unis ». C'est en 2008 que le gouvernement Harper concrétisera ces changements dans une politique de défense qui, ironiquement, sera nommée *Le Canada d'abord*.

S'inscrivant dans la continuité de l'*Énoncé de politique internationale* du gouvernement Martin, cette politique engage le Canada dans un processus

de militarisation sans précédent dans l'histoire du pays, prévoyant des dépenses militaires de l'ordre de 490 milliards de dollars pour les vingt prochaines années. S'inquiétant que « les Forces canadiennes ont toujours de la difficulté à mener des opérations d'envergure au pays et à l'étranger », la politique *Le Canada d'abord* vise à augmenter l'effectif de la Force régulière de 64 000 à 70 000 membres et celui de la Réserve de 26 000 à 30 000 membres, pour un effectif total de 100 000 militaires.

S'attardant aux « leçons retenues de la mission en Afghanistan », la politique indique que le Canada doit « faire preuve de leadership à l'étranger en prenant une place importante dans les opérations outre-mer ». Ces opérations pouvant se dérouler tout aussi bien sous l'égide des Nations Unies que de l'OTAN ou même tout simplement « avec des États alignés »...

Des hélicoptères CH 47 Chinook D attendent leur prochaine mission à l'aérodrome de Kandahar, en Afghanistan.



Le Canada militaire en quelques chiffres

Dépenses militaires

- Avec des dépenses militaires de 19,3 milliards de dollars en 2008 – soit 53 millions par jour – le Canada se classe au 13^e rang dans le monde (*Stockholm International Peace Research Institute – SIPRI*).

- Les dépenses militaires du Canada sont à leur plus haut niveau depuis la Deuxième Guerre mondiale. En dollars ajustés, les dépenses prévues pour 2009-2010 dépasseront de 15 % celles de 1952-1953, au plus fort de la Guerre froide (*Canadian Centre for Policy Alternatives – CCPA*).

Production et exportations d'armes

- Parmi les dix plus grandes entreprises d'armement au monde (Lockheed Martin, Boeing,

Northrup Grumman, BAE Systems (anciennement Marconi), Raytheon, General Dynamics, EADS, Honeywell, Thales et Halliburton), neuf ont une filiale canadienne, avec siège social, accès aux subventions de l'État canadien et « connexions » de toutes sortes (SIPRI).

- Globalement, pour la période de 1950-2008, le Canada se classe au 12^e rang parmi les 50 plus grands exportateurs d'armes au monde ; mais plus récemment, pour la période 2001-2005, il se classe au 7^e rang (SIPRI et *Project Ploughshares*).

Guerre en Afghanistan

- En octobre 2008, le directeur parlementaire du budget fédéral, Kevin Page, estimait que le coût de la guerre en Afghanistan, de 2001 à 2011, pouvait atteindre 18,1 milliards.

Abandon et détournement du « maintien de la paix »

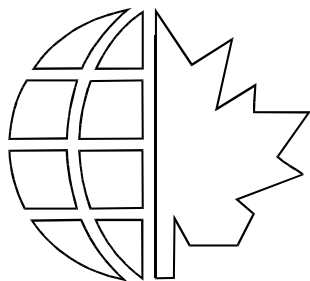
En août 1991, 1149 militaires canadiens participaient à des missions officielles de maintien de la paix de l'ONU dans le monde; cela représentait 10,6 % des 10 801 Casques bleus alors déployés dans 11 missions différentes.

En juin 2009, 176 militaires canadiens sont déployés dans de telles missions, ce qui représente moins de 0,2 % des 93 216 Casques bleus alors assignés à 19 missions. Le Canada se classe maintenant au 52^e rang sur 79 pays contributeurs.

Mais alors que la mention même du « maintien de la paix » disparaît de la politique officielle et que le nombre de Casques bleus du Canada est au plus bas, le gouvernement Harper proclame le 9 août *Journée nationale des gardiens de la paix (Casques bleus)* !



Qui, au Canada, dicte cet agenda ?



Ce sont les grands milieux d'affaires, regroupés au sein du *Conseil canadien des chefs d'entreprises* (CCCE) qui font ici la promotion de l'alignement de la politique étrangère canadienne sur celle des États-Unis et, partant, de sa militarisation. Ardent défenseur du libre-échange et du néolibéralisme, le CCCE prône une intégration économique, politique et militaire de plus en plus profonde entre le Canada et les États-Unis. À tel point que depuis plusieurs années, il tient sa rencontre annuelle du printemps à Washington et y convie aussi des représentants des élites économiques, politiques et militaires des États-Unis...

Qu'est-ce que le CCCE ?

Le *Conseil canadien des chefs d'entreprises* (CCCE) est la principale organisation de chefs d'entreprises au Canada et ses membres – pour la plupart très intégrés aux États-Unis à travers des liens de propriété et de marché – sont responsables de la majorité des exportations et des investissements au Canada. On y retrouve les grandes banques et les grandes pétrolières canadiennes, de même que les plus importantes compagnies productrices de matériel militaire ou celles profitant directement du militarisme croissant, dont les entreprises québécoises suivantes:

- CAE, qui annonçait en mai 2009 que son secteur militaire « n'a jamais été aussi fort », avec un contrat de 329,5 millions de dollars pour la fourniture de services et de matériel de formation des équipages des 17 Hercules C-130J achetés pour les Forces canadiennes, en plus de sa participation au projet *Falcon*, un programme de recherche et développement du Ministère de la Défense nationale (MDN) ;
- Bombardier, qui bénéficie d'un contrat de 1,5 milliard de dollars avec le MDN pour un programme d'entraînement au vol pour les pilotes de l'OTAN et des Forces canadiennes ;
- SNC-Lavalin, qui avait établi le Camp Julien, la base des Forces canadiennes à Kaboul et qui est présentement maître d'œuvre du projet de réfection du barrage de Dahla, dans la province afghane de Kandahar pour un contrat de 42 millions de dollars.

Outre son nouveau président, John Manley, le Comité exécutif du CCCE regroupe notamment : Gordon Nixon de la Banque Royale du Canada, Richard L. George de Suncor Énergie inc, Laurent Beaudoin de Bombardier, Paul Desmarais Jr de Power Corporation, etc.

Les prises de position du CCCE

Au lendemain de la proclamation par les États-Unis de la « guerre contre le terrorisme », le CCCE est, plus que tout autre interlocuteur au Canada, sensible aux pressions étasuniennes pour l'adoption d'un agenda « sécuritaire » commun. Il comprend que c'est la concession fondamentale que les États-Unis veulent obtenir de leurs partenaires nord-américains pour que ceux-ci puissent préserver leur accès libre au marché étasunien. En 2003 et en 2004, le CCCE multiplie les prises de position en ce sens, dont les plus connues sont :

- Initiative nord-américaine de sécurité et de prospérité;
- Nouvelles frontières : bâtir un partenariat Canada-États-Unis pour le 21^e siècle en Amérique du Nord.

Une comparaison des prises de position du CCCE depuis 2001 et des énoncés de politique étrangère et de défense du gouvernement canadien révèle un fait troublant : on y retrouve souvent les mêmes idées, les mêmes arguments, parfois même mot à mot...

Plus récemment, le 20 janvier 2009, Thomas d'Aquino, alors chef de la direction du CCCE, rendait ainsi hommage aux Forces canadiennes :

« (...) je suis ravi de dire que ce Conseil fait depuis [25 ans] campagne en faveur des Forces canadiennes. Pendant les années 1980 et 1990, nous avons fait pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il augmente non seulement les dépenses militaires réelles, mais pour qu'il réexamine également la politique canadienne en matière de défense afin de faire face aux enjeux que représente un monde en constante évolution. (...) En 2005, une fois de nouveaux financements débloqués, nous avons organisé une table ronde spéciale sur la défense et la politique étrangère pour souligner l'inauguration du nouveau Musée canadien de la guerre (...) »



John Manley à la direction du CCCE



Le 25 juin 2009, le CCCE annonçait que l'ancien ministre libéral John Manley prendrait la tête du CCCE à compter du premier janvier 2010.

Cette nomination illustre à quel point le CCCE est devenu un acteur-clé de la politique étrangère du Canada depuis les vingt dernières années, mais aussi à quel point les milieux politiques et les milieux d'affaires sont des vases communicants.

Rappelons que, de 1993 à 2003, John Manley a successivement été ministre de l'Industrie puis des Affaires étrangères et des Finances dans le gouvernement de Jean Chrétien et, en plus, vice-premier-ministre à partir de janvier 2002. Après les attentats du 11 septembre 2001, c'est lui qui a piloté le dossier de la « frontière intelligente » avec les États-Unis, proposant la mise en place d'une panoplie de « mesures sécuritaires » et menant à des échanges d'information sans précédent entre les services frontaliers des deux pays. Après avoir brigué sans succès la direction du Parti libéral en 2003, il a siégé au conseil d'administration de nombreuses compagnies dont la Banque impériale canadienne de commerce.

En 2005, il a co-présidé le Groupe de travail indépendant sur l'Amérique du Nord, mis en place par le CCCE, conjointement avec le *U.S. Council on Foreign Relations* et le *Consejo Mexicano de Asuntos Internacionales* (Mexique). Puis, en 2007-2008, à l'invitation du gouvernement Harper, il a dirigé le prétendu Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan, qui a recommandé la prolongation pour une durée indéfinie de l'intervention militaire en Afghanistan.

Où cela nous mène-t-il ?

Le virage militariste de la politique étrangère canadienne dans le cadre de l'agenda soi-disant « sécuritaire », dicté par les États-Unis depuis le 11 septembre 2001, et poursuivit sous la présidence de Barak Obama, a des conséquences dramatiques à de nombreux égards.

📌 Mort et dévastation

Il ne s'écoule pas une semaine sans que soit annoncée la mort de soldats canadiens en Afghanistan, affligeant parents, camarades et amiEs. Mais ce que l'on voit beaucoup moins ce sont les plus importantes conséquences de la politique guerrière des États-Unis, du Canada et de l'OTAN, celles qui se manifestent très loin d'ici, en Afghanistan : les milliers de morts et les familles endeuillées, les dizaines de milliers de blessés et les villages bombardés, les centaines de milliers de personnes déplacées, les prisonniers torturés, l'accroissement des viols et des violences contre les femmes et les enfants.

📌 Érosion des droits et libertés

Depuis septembre 2001, on a assisté à une justification et une banalisation de la torture et des traitements cruels, inhumains et dégradants. Un peu partout en Occident, des mesures d'exception ont été mises en place portant atteinte aux libertés civiles et remettant en question des principes fondamentaux de justice tels la présomption d'innocence et le droit à un procès juste et équitable. Le Canada ne fait pas exception avec sa loi anti-terroriste C-36, sa complicité dans la déportation de plusieurs citoyens canadiens vers la torture (tel Maher Arar), ses emprisonnements et ses conditions de libération draconiennes imposées sans procès en vertu des « certificats de sécurité », ses mécanismes de surveillance de toute la population.

📌 Secret et propagande

Pour tenter de masquer les contradictions entre la réalité sur le terrain en Afghanistan et le discours officiel du gouvernement, le secret et le contrôle total de l'information sont devenus la marque de commerce du gouvernement Harper. Parallèlement, divers *think tanks*, universitaires ou privés, véhiculent le message pro-guerre du gouvernement par des conférences, des rapports, des entrevues fréquentes de leurs « experts » (souvent des militaires à la retraite) avec les grands médias. Plusieurs de ces organismes sont subventionnés par le Ministère de la Défense nationale et leurs conférences commanditées par les grandes compagnies qui profitent directement des contrats militaires.

📌 Détournement de fonds publics

L'engagement gouvernemental de 490 milliards sur 20 ans pour les dépenses militaires est scandaleusement unique en son genre puisqu'aucun autre secteur ne bénéficie de telles garanties pour l'avenir. À l'inverse, les ressources manquent dans les grands services publics que sont la santé et l'éducation et l'État s'en désengage en faveur d'une privatisation grandissante. Dans un tel contexte, le développement économique devient davantage tributaire de la machine de guerre : contrats militaires, agrandissement des bases, etc. Tous les grands événements sportifs et sociaux se font offrir des commandites par l'armée en échange d'une visibilité omniprésente. Même l'aide publique au développement est réorientée en fonction de l'agenda guerrier : l'Afghanistan est maintenant le principal récipiendaire de l'« aide » canadienne.

➤ Perspective Jeunesse: l'armée et les cadets

Engagée dans sa plus vaste campagne de recrutement depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'armée canadienne envahit universités, CÉGEPs et écoles secondaires. Elle cible particulièrement les jeunes des quartiers populaires et des régions où le chômage est élevé, en leur faisant miroiter un salaire alléchant et la possibilité d'une formation gratuite. Ses activités s'étendent même aux écoles primaires où les cadets sont souvent la seule « activité parascolaire » accessible sans aucuns frais.

Et maintenant ?

Il est urgent que les mouvements sociaux au Québec et au Canada réinvestissent avec force le champ de la politique étrangère et du rôle du Canada dans le monde en rejetant son asservissement à l'empire étasunien.

Ensemble, nous devons exiger :

- la redéfinition de la politique étrangère du Canada en fonction du meilleur intérêt de la population canadienne et de tous les habitants de notre planète, en la fondant sur la justice et le partage des richesses;
- la tenue d'un véritable débat public à cet égard, auquel les citoyens et les citoyennes du Québec et du Canada pourront pleinement participer;
- le retrait immédiat des troupes canadiennes de l'Afghanistan.



Ce fascicule fait partie des textes préparatoires au Sommet populaire contre la guerre et le militarisme. Il a été produit par le Comité de suivi du Collectif Échec à la guerre pour stimuler la réflexion concernant la militarisation de la politique étrangère du Canada.

Pour en savoir plus :

1. Collectif Échec à la guerre, *Le Canada dans la guerre d'occupation en Afghanistan*, février 2007 : <http://www.echecalaguerre.org/index.php?id=48>
2. Collectif Échec à la guerre, *Rejetons le partenariat militaire avec les États-Unis*, septembre 2005 : <http://www.echecalaguerre.org/index.php?id=56>
3. Lucia Kowaluk et Steven Staples (éditeurs), *Afghanistan and Canada : Is there an alternative to war ?*, Black Rose Books, 2009.
4. Ligue des droits et libertés, série de fascicules sur différentes mesures qui nient ou limitent plusieurs droits et libertés, 2007 à 2009 : www.liguedesdroits.ca
5. Relations, *La vague militariste*, no 715, mars 2007.
6. Pax Christi International, *Military Spending and Development Aid*, en particulier les chapitres 3 et 4 : <http://storage.paxchristi.net/2009-0586-en-gl-SD.v1.pdf>
7. Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), *Yearbook 2009* et autres publications : <http://www.sipri.org/>
8. Publications officielles canadiennes :
 - *La stratégie de défense Le Canada d'abord* : <http://www.dnd.ca/site/focus/first-premier/index-fra.asp>
 - *Un dialogue sur la politique étrangère*, rapport à la population canadienne, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Ottawa, 2003 : <http://www.foreign-policy-dialogue.ca/pdf/DialogueFre.pdf>
9. Projet Canada-É.-U. de l'Université Carleton, *Pour un engagement soutenu et inspiré : Un plan d'action pour les relations Canada-États-Unis*, 19 janvier 2009. <http://www.carleton.ca/ctpl/conferences/documents/FINAL-BLUEPRINT-FRENCH.pdf>

Sommet populaire contre la guerre et le militarisme

du 19 au 21 mars 2010 à Montréal

Le lieu et la programmation seront annoncés sur le site dès que disponibles

Le Collectif Échec à la guerre

65 ouest de Castelnau, bureau 302
Montréal, Québec
H2R 2W3



www.echecalaguerre.org

Tél. : 514-919-7249 (919-PAIX)
Courriel : info@echecalaguerre.org